

AGORA : un outil pour soutenir et renforcer les mécanismes de gouvernance locale

Novembre, 2023 | Monde

CARACTERISTIQUES PRINCIPALES

- **Renforcer les cadres de planification et la prestation de services de la gouvernance locale**
- **Compréhension holistique des systèmes** (formels ou informels) **de gouvernance locale pertinents**, montrant la fonctionnalité des services publics et les besoins en renforcement de capacités
- **Mobilisation et autonomisation des communautés**, en impliquant activement les parties prenantes locales et les communautés dans les processus décisionnels des projets d'aide et de développement et en encourageant l'appropriation et la redevabilité
- **Amélioration de la collaboration et l'inclusivité**, en facilitant la coordination entre les parties prenantes, en réduisant les disparités spatiales, et en ciblant les communautés les plus vulnérables afin de garantir un meilleur accès aux services et aux opportunités

VALEUR AJOUTEE

L'adoption d'une approche participative et territoriale permet à AGORA de renforcer la planification et la mise en oeuvre par le gouvernement local, d'améliorer la coordination locale, et d'encourager le dialogue entre les autorités locales et les communautés.

Etudes de cas

Soutien aux autorités locales au Niger



Dans le cadre du projet Shimodu, Acted, IMPACT Initiatives (IMPACT), Concern Worldwide et Welthungerhilfe ont soutenu les autorités locales de six communes (admin. 3). Les données probantes des évaluations territoriales (ABA) ont servi de base à la planification participative et ont permis replanification des plans de développement locaux de deux communes. De plus, la coordination entre les autorités locales et les acteurs externes de l'aide et du développement a été facilitée. Des kits informatiques ont été distribués, en plus des formations dispensées par le Centre de Formation en Gestion des Collectivités Territoriales (CFGCT), couvrant la décentralisation, la gestion de projets, l'administration et les finances communales. Enfin, un séminaire d'échange international a été organisé avec les autorités locales d'un projet AGORA en Rép. Centrafricaine sur le renforcement des capacités institutionnelles. Les autorités locales participantes ont formulé des recommandations, notamment à l'intention des acteurs de l'aide, avec lesquels elles ont pu échanger et faire leur plaidoyer.

Fig 1 : Formation CFGT de collectivités territoriales, IMPACT, juin 2021



Fig 2 : Cérémonie de remise d'équipement informatique à la mairie de Chétimari, Acted, septembre 2020



Soutien aux autorités locales en Rép. Centrafricaine



Acted et IMPACT se sont associés à Concern Worldwide, COOPI, Oxfam, et Free Press Unlimited dans le cadre d'un projet de relèvement dans le sud-est de la Rép. Centrafricaine. Couvrant dix-huit localités dans cinq préfectures, l'action vise à renforcer le lien entre l'Etat et sa population à travers des efforts de consolidation de la paix et de renforcement des moyens de subsistance. Sur la base des ABA capturant les besoins et dynamiques de chaque localité (centre urbain de la municipalité), et de la cartographie de bassins socio-économiques, les communautés ont activement participé à l'identification de priorités multisectorielles. Ces informations ont servi de base à l'élaboration de plans de relèvement locaux, qui constituent désormais d'important outils de coordination pour les autorités locales et acteurs de l'aide. Les autorités ont également bénéficié de formations et matériel de bureau, et ont participé à un séminaire international d'échange de bonnes pratiques en matière de coordination et gestion de l'aide avec leurs homologues nigériens.

Figs 3-6 : Séminaire d'échange international NER-CAF, IMPACT/Acted/ Groupe Huit, décembre 2021



Soutien aux autorités locales en Ukraine



Acted et IMPACT ont mis en œuvre un projet visant à renforcer les capacités locales en matière de planification sur la base de données probantes et à améliorer les processus décisionnels dans les Oblasts de Donetsk et Luhansk (admin. 1). Ce projet s'inscrivait dans le cadre d'un effort plus large visant à soutenir le programme de relèvement et de consolidation de la paix de l'ONU dans l'Est de l'Ukraine, en réponse aux effets du conflit. Il visait à soutenir l'autonomisation des autorités locales au niveau des hromadas (admin. 3), dans le contexte de la réforme de décentralisation, en leur donnant accès à des données de qualité pour une planification informée. IMPACT a évalué 23 hromadas et a généré une variété de produits d'information, consolidés dans un tableau interactif en ligne, pour informer le développement de plans locaux. En outre, le projet comportait un volet de renforcement des capacités visant à améliorer les compétences des autorités locales en matière de gestion de l'information et SIG pour une prise de décisions fondée sur des données probantes. Dans le prolongement de cette approche, un projet pilote Nexus Humanitaire Développement a été lancé en 2021 par Acted, en partenariat avec IMPACT, Right to Protection, la Croix-

Rouge danoise et la Société de la Croix-Rouge ukrainienne dans les hromadas de Olhynska, Volnovahka et Myrne (oblast de Donetsk) afin de transférer la fourniture des services humanitaires vers les autorités locales et les organisations de la société civile. S'appuyant sur la cartographie et le profilage des hromadas, le consortium a travaillé à la mise en œuvre d'une réponse humanitaire intégrée, investissant particulièrement dans l'amélioration des systèmes de protection sociale, l'anticipation et réduction des risques, les plans de gestion de la sécurité sanitaire de l'eau et le renforcement des infrastructures vitales.

Fig 7 : Aperçu (profil de l'hromada de Bakhmut), IMPACT, octobre 2020



Figs 8-13 : Obstacles à la fourniture de services (profil de l'hromada de Bakhmut), IMPACT, octobre 2020



4%***
des facilités auraient été entièrement ou partiellement endommagées, et sont non réparés

34%***
des facilités ont été signalées comme subissant une pression supplémentaire de par leur fréquentation par les résidents de la zone non contrôlée par le gouvernement (NGCA)

35%***
des facilités n'auraient pas assez d'employés pour gérer la charge de travail